

l'hebdo
des socialistes

VOTER POUR CHOISIR L'AVENIR DU PARTI SOCIALISTE !



78^e
**CONGRÈS
DU PARTI
SOCIALISTE**

7|8 AVRIL
2018 AUBERVILLIERS



PS
SOCIAL-ÉCOLOGIE

Mes cher.es camarades, le 15 mars, vous allez voter pour choisir l'avenir de notre famille politique. Vous avez pu pour cela prendre connaissance des quatre textes d'orientation soumis à vos suffrages.

Après les défaites historiques du printemps 2017, la question posée était celle de la disparition du Parti socialiste. Huit mois plus tard, nous pouvons à nouveau nous projeter vers l'avenir, refonder notre formation et proposer nos orientations aux Français.es.

Cela a été rendu possible par l'engagement des militant.es et des élu.es ainsi que de nos instances locales, fédérales et nationales. Je tiens à vous en remercier.

À l'issue de plusieurs semaines de débats et d'assemblées générales fédérales ou de sections, et même après un débat télé et radio entre les quatre premiers signataires des textes d'orientation – ce qui est une première dans l'histoire de nos congrès – nous sommes appelés à voter. Nous devons toutes et tous nous mobiliser pour voter et faire voter le 15 mars prochain. Ce scrutin doit marquer une nouvelle étape dans la refondation de notre parti.

Dans l'avenir, nous devons conserver ce qui fait la richesse et la force de notre formation politique: le débat et l'unité des socialistes. Nous devons également poursuivre notre œuvre historique en faveur de la justice sociale et de l'émancipation individuelle et collective. Nous devons enfin être les tenants de la décentralisation, de la social-écologie ainsi que de l'euro-socialisme. Nous devons ainsi engager notre refondation idéologique pour gagner la bataille culturelle, puis politique.

Je compte sur vous. Amitiés socialistes.

Rachid Temal
Coordinateur national

LUC CARVOUNAS

Depuis de nombreux mois, Luc Carvounas a poursuivi un tour de France des Fédérations et des Sections afin de partager, débattre et co-construire avec les militant.e.s, les propositions du Texte d'Orientation qu'il présente avec ses soutiens pour notre prochain Congrès.

Proposant aux militants d'adopter une méthode, celle d'être **libres et libéré.e.s** des pesanteurs du passé, notre Texte d'Orientation se fonde sur l'idée que les Français peuvent légitimement prétendre que la prochaine décennie sera Française si nous poursuivons collectivement l'objectif d'un **progrès partagé**. Les responsables politiques de Gauche qui croient encore au **clivage Gauche/Droite** doivent prendre leurs responsabilités et faire de l'alliance rose-rouge-vert le point de départ d'une plateforme commune à toutes celles et ceux, syndicalistes, acteurs associatifs, citoyens, qui veulent bâtir **une Gauche arc-en-Ciel** et dont les territoires doivent être l'unité de mesure.

Les Socialistes ont un double devoir d'inventaire et d'inventer s'ils veulent véritablement ouvrir un nouveau cycle pour que « le congrès d'Aubervilliers ne soit pas le congrès de Dijon (...) Nous devons faire avec lucidité et franchise le bilan du quinquennat : l'écart entre les promesses d'un changement pour maintenant et la politique que nous avons menée n'a pas échappé aux Français ».

Afin de répondre aux **3 urgences** (climatique, éducative et démocratique) de notre monde, le Parti socialiste ne doit plus rompre le dialogue avec les Français et dépasser la notion de Gauche de gouvernement.

Dans son organisation comme dans son fonctionnement, le Parti socialiste doit se moderniser en adoptant une gouvernance plus collective, en réactivant la marque socialiste, en intégrant de nouvelles formes d'engagements, en démocratisant ses instances et en dématérialisant les consultations militantes.

Le Premier secrétaire national ne doit plus être un homme ou une femme seule mais doit être entouré de **3 Premiers secrétaires nationaux délégués** à l'outre-mer, à l'égalité Femme-Homme, et à la jeunesse.

Ayant fait le choix de **présenter aux militant.e.s un Texte d'Orientation qui s'adresse à tous les Français et ancré dans leur quotidien**, Luc Carvounas et les signataires du TO1 ont dans cet esprit volontairement tenu à formuler des propositions très concrètes.

PRINCIPALES PROPOSITIONS CONTENUES DANS LE TEXTE D'ORIENTATION N°1

1. L'avenir du Parti socialiste

- ▶ Créer 3 Premiers secrétaires nationaux délégués aux côtés du Premier secrétaire : à la jeunesse, à l'outre-mer, et à l'égalité Femme-Homme
- ▶ Rendre 20% du produit de la vente du siège du parti socialiste aux fédérations pour assurer le financement d'au moins un poste de permanent sur tout le quinquennat
- ▶ Réserver un temps législatif de nos groupes parlementaires à une proposition émanant des militants et débattue dans nos instances nationales et locales
- ▶ Prendre l'initiative d'un conseil de la Gauche Arc-en-Ciel qui réunira les acteurs associatifs, intellectuels, politiques représentants syndicaux
- ▶ Permettre aux militants de donner leur avis sur la localisation et le choix du prochain siège du Parti
- ▶ Interdire les parachutages non sollicités par les militants
- ▶ Confier la fonction de trésorier national à un membre de la deuxième motion arrivée en tête
- ▶ Créer 3 niveaux d'adhérents dont une adhésion totalement gratuite
- ▶ Rendre transparentes les modalités de désignation des membres du Conseil National
- ▶ Élire démocratiquement les membres des commissions nationales et fédérales
- ▶ Créer une université populaire dotée de moyens propres pour assurer la formation des adhérents
- ▶ Créer un média citoyen

2. La lutte contre les inégalités et leur reproduction

- ▶ Préparer la décentralisation économique de la France en identifiant dès à présent les 12 sièges d'administration et d'entreprises publiques transférables dans nos régions au cours du prochain quinquennat
- ▶ Organiser une conférence de consensus sur la place des religions en France et le pouvoir des élus en la matière
- ▶ Repenser la scolarisation de la petite enfance à l'université en demandant au Gouvernement de déployer un plan d'investissement massif dans la petite enfance et les places en crèche
- ▶ Exiger le remplacement des enseignants sous 48 heures dans les zones d'éducation prioritaires
- ▶ Généraliser le CV anonyme, le testing en entreprise et la pratique du « name and shame »
- ▶ Instaurer une TVA à taux 0% sur les produits de première nécessité des ménages
- ▶ Rétablir l'ISF
- ▶ Supprimer toutes les niches fiscales qui ne créent pas suffisamment d'emploi et ne profitent pas à tous les ménages
- ▶ Créer une agence nationale du logement et des agences régionales chargées de coordonner la demande et l'offre de logements sociaux sur des territoires donnés
- ▶ Revenir sur les Ordonnances Macron/ Pénicaud
- ▶ Demander une conférence de consensus sur l'automatisation du travail et le développement de l'intelligence artificielle.
- ▶ Interdire les perturbateurs endocriniens
- ▶ Reconnaître le burn out comme maladie professionnelle

3. La Transition écologique et énergétique comme nouveau modèle de développement

- ▶ Soutenir massivement la recherche en créant le premier campus entièrement dédié à la recherche sur le climat et les énergies renouvelables financé par une réorientation d'une partie du crédit d'impôt recherche de fonds privés et publics
- ▶ Rétablir notre objectif de sortie progressive du nucléaire
- ▶ Créer un pôle public de l'énergie
- ▶ Accroître l'autonomie des territoires en matière de normes environnementales pour qu'ils puissent mettre en place des mesures environnementales différenciées en fonction de leurs spécificités locales

4. Face à la mondialisation sauvage, la défense d'un idéal social et politique européen

- ▶ Renégocier la directive sur les travailleurs détachés
- ▶ Exiger la tenue d'un sommet européen sur l'évasion fiscale
- ▶ Donner aux députés européens un droit d'initiative parlementaire
- ▶ Créer un Parlement de la zone euro
- ▶ Relancer le projet d'une Union de la Méditerranée
- ▶ Doter l'Europe d'une doctrine d'interventionnisme humanitaire commune
- ▶ Proposer l'élection au suffrage universel direct du Président de l'UE

5. République : L'émergence de nouveaux comportements et règles démocratiques au bénéfice des citoyens

- ▶ Confier aux Français un droit d'initiative citoyenne au Parlement
- ▶ Élargir le référendum d'initiative citoyenne
- ▶ Abaisser le droit de vote à 16 ans
- ▶ Comptabiliser le vote blanc
- ▶ Rééquilibrer les pouvoirs entre le Parlement et le Gouvernement





STÉPHANE LE FOLL

Cher.e.s camarades, c'est à vous qu'il revient de décider maintenant. La défaite de 2017 met en cause notre existence en tant qu'organisation politique. Sommes-nous collectivement capables de retrouver la fierté, la lucidité, la confiance, en somme l'esprit de camaraderie ? Cher.e.s camarades, vous êtes les seul.e.s juges, vous devez retrouver pleinement votre liberté de choix, loin des accords d'appareil. Mon expérience et ma force de conviction seront utiles pour peser dans le débat.

Ma fidélité à nos valeurs, c'est aussi une cohérence politique et une clarté qui nous ont fait défaut depuis plusieurs années. Jaurès disait d'ailleurs que « seule la clarté est révolutionnaire ». Dans une nouvelle majorité qui ne serait unie que sous la bannière du renouvellement sans véritable envie de partager une ambition collective, le risque est de se diviser à nouveau sur de jeunes ambitions individuelles.

Cher.e.s camarades, je m'engage à rassembler et redonner confiance. La confiance en nous, mais aussi la confiance des Français.es. Rien ne sera possible sans une présence et une voix forte dans le débat public. C'est pour cela que j'ai décidé de me présenter devant vous, de solliciter vos suffrages sans chercher à masquer mon engagement, mes fidélités, ma loyauté vis-à-vis de François Hollande, ni mon expérience gouvernementale. Je veux faire de mon histoire, de mes engagements et de ma sincérité un atout pour nous relever tous ensemble.

Il ne faut jamais laisser tomber le drapeau du socialisme disait François Mitterrand car il y aura toujours quelqu'un pour le reprendre. Oui, les partis peuvent mourir surtout quand ils sont mal dirigés. Mais nos idées vivent, ce sont les flammes des esprits des hommes et des femmes pour le progrès, la solidarité, l'internationalisme, l'écologie, le féminisme, le refus du nationalisme, de l'enfermement et des réflexes identitaires. Nos idées vivent car il faut porter un espoir pour ceux à qui l'ordre du monde et des choses ne donnent plus d'espoir.

Mes cher.e.s camarades, être lucide c'est regarder notre échec honnêtement. Nous avons certes réussi à redresser la France d'une situation catastrophique laissée par Nicolas Sarkozy mais le dernier quinquennat s'est soldé par un échec sans précédent à un moment pourtant où les résultats économiques arrivaient, fruit de toutes les mesures prises. **La lucidité, c'est admettre les erreurs pour ne plus les reproduire.** Sur la déchéance de nationalité je regrette le processus. La communication sur l'action du Gouvernement n'était pas bonne. Une erreur de calendrier et de méthode a été faite avec la loi travail. Pour être lucide il faut aussi acter que nos divisions, l'opposition résolue des frondeurs, auront coûté cher.

Cher.e.s camarades, il faut maintenant se relever, sortir et construire un avenir ensemble. Retrouver notre place, c'est être dans une opposition à cette majorité. Opposition résolue à la loi de finances, une loi pour les plus riches, et à la réforme annoncée des retraites. Mais opposition intelligente pour rester en phase avec nos concitoyen.ne.s qui sont fatigués des querelles politiciennes.

C'est ce que je crois être l'enjeu de cette période de débat qui s'ouvre, où se joue l'avenir de notre force politique. Chacun doit y réfléchir, surtout les militant.e.s, ces fidèles de l'engagement socialiste, ceux qui ont passé les épreuves des défaites et les joies des victoires, vous toutes et tous que je connais si bien. C'est à vous de prendre la parole et de redonner un destin et un avenir à notre belle histoire politique, à nos idées.

J'ai conscience que la tâche ne sera pas facile mais si j'ai choisi Jaurès pour l'avenir c'est parce que nos idées restent bien présentes en France et à l'échelle européenne. Nous ne serons plus les préparateurs fébriles du grand soir mais les bâtisseurs des alternances démocratiques qui font avancer toute la société et qui donne un espoir concret à ceux qui l'ont perdu. Mes cher.e.s camarades c'est à vous de choisir.

Stéphane Le Foll

10 PROPOSITIONS POUR UN PARTI SOCIALISTE :

- ▶ **Féministe :** instaurer une vraie parité, notamment pour les postes à responsabilité ;
- ▶ **Où les experts sont les militant.e.s :** les consulter sur toutes les questions relatives à l'organisation. Organiser des débats de fond à chaque CN, ouverts aux militant.e.s ;
- ▶ **De l'égalité des droits :** faire pression sur le Gouvernement pour que la PMA soit enfin instaurée ;
- ▶ **Qui lutte contre les inégalités :** lancer une vaste convention juste après les européennes sur les nouvelles redistributions et les évolutions des formes de travail et de protection sociale pour combiner solidarité, économie et écologie ;
- ▶ **Refondé :** des Assises des socialistes en septembre 2018 avec tous les militant.e.s pour repenser notre organisation ;
- ▶ **Efficace :** un secrétariat national resserré, une majorité cohérente, une minorité respectée. Redonner de la place aux fédérations avec aussi une meilleure péréquation. Un parti de la camaraderie retrouvée avec le retour des Universités d'été à La Rochelle ;
- ▶ **Écologiste :** un grand forum sera organisé pendant les deux ans qui viennent pour construire les bases d'un modèle de développement durable et d'efficacité énergétique, sur le long terme ;
- ▶ **Internationaliste :** convention sur l'Europe octobre 2018 pour construire notre projet européen de l'après Brexit avec un vote des militant.e.s pour engager la campagne des européennes ;
- ▶ **De l'éducation populaire :** mise en place d'une nouvelle école de formation des socialistes avec notamment un enseignement spécifique sur la laïcité, son histoire et son actualité ;
- ▶ **Décentralisé :** les élus de la FNESR avec les militant.e.s seront chargés de préparer une convention sur les territoires et la décentralisation avec un vote des militant.e.s fin 2019.

Retrouvez mon texte en intégralité, et notamment ma réponse aux cinq grands défis pour demain sur :

www.avecstephanelefol.fr

Une question ? Contactez-moi : slefol12018@gmail.com

OLIVIER FAURE

Le congrès d'Aubervilliers sera historique : il déterminera si notre parti doit renaître ou disparaître. En rassemblant toutes les générations, toutes les histoires et tous les territoires de notre parti, Olivier Faure, 1^{er} signataire de la Motion 3, est candidat pour conduire la renaissance des socialistes. Ce dépassement de tous les vieux clivages est la prémisse d'une nouvelle aventure collective.

NOUS VOULONS BÂTIR UNE NOUVELLE MAISON COMMUNE : UN PARTI-PLATEFORME, PARTI DES SOLUTIONS

Si nous voulons donner une suite à notre histoire nous devons profondément changer et construire une nouvelle maison commune.

Fraternel. Le respect doit prévaloir : respect des règles collectives, du débat, du vote. La camaraderie doit revenir et cela dès notre congrès. Le travail doit primer : être un élu ou un responsable du PS est un engagement, pas un privilège. Le premier des changements, c'est celui des comportements et l'exemple doit venir d'en haut.

Décentralisé. Avec une plus grande liberté d'organisation et d'initiative pour les sections et fédérations. Avec une valorisation de notre ancrage local et des expériences menées dans les territoires, socles de notre renaissance. Avec une prise en compte des enjeux spécifiques des territoires ultramarins et des Français de l'étranger. Avec des camarades tirés au sort pour être associés aux instances nationales débattant d'une thématique. Avec la mobilisation du Parti en vue des européennes de 2019 et des municipales de 2020.

Digital. Une plateforme numérique dynamisera les échanges entre socialistes, mais aussi avec les citoyens, les intellectuels, les acteurs du mouvement social, les partenaires sociaux, les autres forces de gauche réformatrice. Le vote numérique et les consultations en ligne seront développés.

Au travail. Engageons plusieurs dizaines de chantiers sur des questions précises, animés par des équipes paritaires, ouverts à la société, collaboratifs, conclus par un vote des adhérents.

Ouvert. Aux adhérents, militants, citoyens qui ne se reconnaissent pas dans les offres politiques actuelles et qui attendent une alternative. Une campagne nationale d'adhésion et de participation citoyenne sera lancée. Renouvellement des équipes, féminisation et diversité sont des enjeux cruciaux.

Féministe. Un secrétariat national à l'égalité femmes-hommes sera placé auprès du Premier secrétaire. Des actions de formation et de sensibilisation seront engagées pour lutter contre le sexisme et les violences faites aux femmes. L'accès des femmes aux fonctions internes les plus stratégiques du parti sera concrétisé.

Un congrès statutaire fixera les principes d'un nouvel agir ensemble, d'une nouvelle démocratie : conditions d'adhésion (militants et sympathisants), non cumul dans le temps des responsabilités, référendum d'initiative militante, nouvelles modalités de la primaire (avec un corps électoral composé des adhérents et citoyens ayant accompagné pendant trois ans la reconstruction par leurs idées et leurs votes).

NOUS VOULONS UN CONGRÈS D’AFFIRMATION DE L’IDENTITÉ ET DE L’UTILITÉ DES SOCIALISTES

Nous n'avons pas été remplacés, le socialisme n'a pas été remplacé. Ni en France ni ailleurs, aucune des visions du monde qui prétendent lui succéder – libéralisme autoritaire, populisme protestataire, nationalisme identitaire – ne constitue un substitut aux objectifs et aux réponses socialistes. **Nos valeurs, celles de la République et du socialisme, n'ont jamais été aussi actuelles, réaffirmons-les :** liberté, égalité, fraternité, laïcité ; émancipation des individus, lutte contre les inégalités, combat pour l'écologie et pour la démocratie, engagement européen et internationaliste.

Pour renaître, il faut tirer les leçons de notre expérience au pouvoir. Avant fin 2018, une Convention nationale traitera de notre bilan. Rigoureuse, la démarche permettra un débat serein et utile à la refondation du PS.

Dans ce quinquennat, et face à ce pouvoir, nous sommes l'opposition de gauche responsable. En France, il y a un gouvernement qui n'est pas de gauche et une gauche qui n'est pas de gouvernement : socialistes, nous sommes la gauche de gouvernement.

Le clivage gauche-droite est essentiel à notre démocratie. Prétendre qu'une politique puisse être « et de droite et de gauche » crée de la résignation et nourrit les populismes. De même, substituer au clivage gauche-droite l'opposition peuples-élites comme le fait J.-L. Mélenchon est dangereux : cette approche divise la nation et affaiblit le mouvement social. Notre devoir est de le dire.

Nous voulons construire la gauche de demain. Parlons aux Français déçus, partis marcher ou déclarer leur insoumission, mais aussi devenus abstentionnistes. Partageons des projets avec les forces en mouvement dans la société. Réconcilions et rassemblons des gauches que certains voudraient séparer. Affirmons en toute autonomie qui nous sommes – l'opposition de gauche responsable – et ce que nous voulons – incarner l'alternative au pouvoir.

EMMANUEL MAUREL

En 2012 nous avons tous les leviers pour transformer la société. En 2017 nous les avons presque tous perdus. Pacte de responsabilité, loi travail, déchéance de nationalité : les Français ne se sont pas reconnus dans notre action et finalement ne nous reconnaissent plus. Notre objectif prioritaire est de renouer avec le corps central de la société (ouvriers, employés du public comme du privé) et la jeunesse, en refondant un socialisme républicain antilibéral et écologiste.

Oui, nous pensons que le socialisme est d'une actualité criante, distinct de l'illusion sociale-libérale, présentée comme le progrès et la seule politique possible, qui a pourtant échoué.

Nous sommes un parti d'opposition et pas la force supplétive d'une majorité clairement marquée à droite. Les six premiers mois du quinquennat ont démontré de manière éclatante qu'on ne peut pas être socialiste « et en même temps » dans la complaisance à l'égard de Macron.

Pendant ce temps, la société civile produit de nouvelles revendications – la lutte pour les droits des femmes, les nouveaux comportements de consommation, la dénonciation des paradis fiscaux – auxquelles notre Parti doit offrir un débouché politique à l'échelle de notre nation et du continent.

VERS L'ÉCOSOCIALISME

La transition énergétique est un processus de longue haleine qui impose **une tutelle publique sur l'investissement énergétique.**

Nous prônons **une agriculture bio, plus extensive, centrée sur la qualité et donc sur des surfaces plus petites** pour favoriser l'emploi agricole et le retour, dans les territoires ruraux, de la masse critique d'humains nécessaire à leur développement.

Nous proposons une **directive pour organiser la répartition des invendus alimentaires** et les obligations de la grande distribution.

POUR UN DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Face aux « 1 % » (qui en 2017 ont capté 82 % de la croissance mondiale !), les millions d'ouvriers et d'employés qui se sont détournés de nous exigent de **nouvelles perspectives sur leur pouvoir d'achat, la protection de l'emploi et la démocratie dans l'entreprise.**

Notre rôle de socialistes, c'est de se battre pour **l'augmentation des salaires et du SMIC** ; une « loi islandaise » d'interdiction du moindre écart de salaire hommes/femmes ; le rétablissement de la hiérarchie des normes ; et conférer aux travailleurs des plateformes le statut salarié.

Il n'y aura ni égalité sociale, ni égalité entre les territoires, sans une relance des services publics. Nous demandons des embauches et **une revalorisation du traitement des fonctionnaires**, en particulier dans le secteur de la santé.

COMPRENDRE LE MONDE TEL QU'IL EST POUR LE TRANSFORMER

La politique commerciale doit ériger en priorités la **protection de l'environnement et des droits humains** face à des pays émergents qui jouent sur le dumping. Privilégions les échanges au sein de blocs économiques cohérents et mettons en place un système de préférence communautaire.

Nous prônons **une révision des accords de libre-échange UE/Afrique-Caraïbes-Pacifique**, dont l'impact a été terrible sur les économies locales, tout particulièrement leur agriculture.

La France doit **dénoncer la guerre odieuse menée par les pétromonarchies au Yémen** et l'intervention turque contre les Kurdes qui ont défendu la civilisation face à Daesh !

L'EUROPE AU SERVICE DES PEUPLES

Il faut politiser l'Europe, et donc en finir avec l'indifférenciation droite-gauche. Nous appelons de nos vœux l'organisation d'une **Conférence européenne de toutes les gauches attachées à une Europe au service des peuples.**

Tout nouvel accord commercial devra comprendre des clauses anti-dumping social et environnemental. Mieux, l'Union serait inspirée de mettre en place un « **Buy European Act** ».

Les **socialistes doivent s'opposer à la ratification du CETA** et demander un referendum sur ce traité inégal qui annonce tous les autres.

Contre le dumping fiscal, la France doit prendre l'initiative (en premier lieu chez elle, en rétablissant l'ISF et en faisant sauter le Verrou de Bercy) et défendre l'idée d'un **impôt minimum sur le chiffre d'affaires pour les multinationales.**

NOTRE IDÉAL, LA RÉPUBLIQUE SOCIALE

Au-delà de la liberté de conscience, de la protection du droit au blasphème et de l'émancipation de la tutelle des clergés, **la laïcité** représente le ferment d'un « vouloir vivre ensemble » et donc d'un peuple au sens plein et inclusif du terme.

Nous devons aux enfants le plus haut niveau possible d'éducation. Cela suppose de concentrer les moyens sur ceux qui en ont le plus besoin. Gérer la pénurie (en organisant la sélection) sera toujours un pis-aller et un manquement grave au principe d'égalité.

Les Français sont exaspérés par la longueur des délais de jugement des affaires, la désertification judiciaire. Nous devons **renforcer les moyens de la Justice !** Notre pays, Patrie des Droits de l'Homme, doit abolir la circulaire Collomb sur le tri dans les centres d'hébergement d'urgence.

La libre administration des collectivités locales est cruciale. En leur sein, les élus socialistes et leurs partenaires expérimentent et innovent. Il faut les soutenir en garantissant la capacité des collectivités à aménager le territoire et assurer la continuité des services publics.

Pour respirer, **notre démocratie doit rééquilibrer les pouvoirs.** Pour ce faire, nous proposons la suppression du 49-3, l'extension du domaine de la loi et le renforcement du pluralisme grâce à la mise en œuvre d'une part de proportionnelle, dans les départements les plus peuplés.

La République doit faire preuve d'une **volonté d'acier contre les discriminations**, qu'il faut réprimer en renforçant les vérifications et en infligeant des amendes très dissuasives. Enfin, il faut se battre contre les freins à l'exercice par les femmes de leurs droits individuels et **renforcer le « féminisme des droits sociaux »** : venir en aide à celles qui assument la double journée de travail – tout particulièrement en responsabilisant les hommes – et améliorer la place des femmes (en particulier des mères isolées) dans l'emploi.

REFONDER LE PS ET LE METTRE AU TRAVAIL

Nous voulons que les militants soient les acteurs de la reconquête. Pour cela, nous proposons la **tenue trimestrielle de grandes conventions, et le recours au référendum militant.**

Nous proposons d'**organiser des assemblées des gauches indépendantes du PS**, regroupant des groupes issus de toute la gauche (milieu associatif, ONG, partis, syndicats, intellectuels ou citoyens sans affiliation...) afin d'écrire ensemble un Manifeste du Socialisme des Temps Nouveaux.

DE POITIERS

À AUBERVILLIERS...

Le rapport d'activité du secrétariat national permet de mettre en perspective l'action de la direction du parti depuis trois ans. Avec l'ambition de rendre compte du travail accompli, d'en éclairer le sens. L'Hebdo en fournit ici quelques éléments-clés.

2015 : LE TEMPS DU RENOUVELLEMENT

Au lendemain du congrès de Poitiers, le conseil national du 20 juin 2015 définit une nouvelle orientation et renouvelle les instances. Le nouveau secrétariat national compte 40 femmes et 38 hommes.

L'objectif est de préparer les échéances à venir, dans un contexte de fortes interrogations et de grande impatience des Français. Le Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, rappelle que dans les institutions de la V^e République : « *Le parti propose, l'exécutif dispose.* » Dès le 27 juillet 2015, le parti formule ainsi six propositions économiques et fiscales pour réussir la fin du quinquennat, relancer l'investissement public, conforter le pouvoir d'achat des ménages modestes et moyens, soutenir la création d'emplois et la formation.

À l'automne suivant, en préfiguration des élections régionales des 6 et 13 décembre, un référendum populaire « *pour l'unité* » est organisé afin de rendre possible le rassemblement de la gauche et des écologistes alors que le Front national est crédité de 28 % d'intentions de vote et que la droite fait bloc.

Un mois à peine après les terribles attentats de Saint-Denis et Paris, les Français sont appelés aux urnes. La gauche résiste bien : le PS et ses alliés recueillent 23 % des voix et conservent 5 régions (Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Occitanie, Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine) tandis que d'autres sont perdues de peu, comme la Normandie. Fin 2015, la débâcle annoncée n'est pas là.

Le mois de décembre est par ailleurs marqué par la réussite de la COP21, premier accord universel pour le climat, approuvé à l'unanimité le 12 décembre 2015 par 196 délégations du monde entier (195 États + l'Union européenne). Après l'adoption en juillet de la loi de transition énergétique pour une croissance verte, ce succès international sous une présidence de gauche concrétise la social-écologie qui est désormais l'identité politique des socialistes.

2016 : SE DÉPASSER POUR MIEUX SE RECONSTRUIRE

La période qui suit immédiatement est marquée par deux événements qui vont peser à l'approche des échéances de 2017 : le débat sur la déchéance de nationalité et l'avant-projet de loi sur le travail. Ils suscitent de nombreux débats et controverses au sein même du Bureau national et dans les fédérations. Sous l'impulsion du Premier secrétaire, le parti exprime son opposition à une disposition constitutionnelle concernant spécifiquement les binominaux. Si la mesure n'est finalement pas adoptée, les incompréhensions et les polémiques qu'il a suscitées pèsent lourd chez de nombreux citoyens.

De même, dès la publication de l'avant-projet gouvernemental sur le travail, le parti appelle à trouver un meilleur équilibre entre la souplesse nécessaire pour les entreprises dans la compétition économique et les sécurités indispensables pour les salariés. Vœu formulé à nouveau lors du Bureau national

du 7 mars en présence de la ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, le parti appelle à la concertation et formule des corrections ou des améliorations, en particulier sur le compte personnel d'activité renforcé. Il est entendu et, le 14 mars, le gouvernement engage une phase de concertation. La contribution des syndicats réformistes et l'action des députés socialistes contribuent ainsi très largement à la réécriture du texte qui sera présenté dix jours plus tard au conseil des ministres.

Au plan stratégique, le conseil national du 6 février 2016 adopte une feuille de route qui décline trois objectifs : se dépasser dans la Belle Alliance populaire, se projeter dans les *Cahiers de la présidentielle*, se mobiliser pour faire de la lutte contre le précaire notre priorité.

DÉFINIR UN CORPUS IDÉOLOGIQUE

Face au bloc identitaire, à l'extrémisation d'une partie de la droite et à la montée des populismes, et pour répondre aux nouveaux défis du monde, le parti doit incarner le progrès en le redéfinissant.

Cette étape, ce sont les *Cahiers de la présidentielle*, animés et coordonnés par Guillaume Bachelay. Quand la droite propose la révolution conservatrice, le Front national la révolution nationale, les socialistes proposent un nouveau « *Nous, Français* ». Si la cause du progrès reste nôtre, son contenu doit évoluer. Il s'agit moins de bâtir une somme programmatique que de donner du sens à l'action engagée depuis 4 ans et d'identifier les enjeux du futur pour formuler des propositions innovantes à soumettre aux Français au moment des élections qui se profilent. Au final, un travail de fond, composé de 7 cahiers complets – « *Entreprendre, travailler, s'accomplir* », « *Apprendre pour s'émanciper* », « *Donner une force à l'Europe, donner un sens au monde* », « *Prendre soin des autres et de soi : vouloir l'État social-écologique* », « *Renforcer et protéger la démocratie* », « *Être Français au XXI^e siècle* », « *Les enjeux de la présidentielle* » – élaborés à travers de nombreuses auditions d'intellectuels, de la société civile, de nos élus locaux et parlementaires. On peut sans doute regretter l'absence d'appropriation collective de ce travail, d'autant que tous les candidats à la primaire s'en inspirent largement, sans jamais le revendiquer ouvertement.

À cette réflexion s'ajoute un travail d'explicitation de l'action gouvernementale, via les fiches de la réussite, au nombre de 70, qui s'emploient à démontrer, mesures à l'appui, le sens de l'action menée depuis 2012 pour redresser le pays, renforcer les protections, faire émerger de nouveaux droits et ouvrir les universités. Parallèlement, pour mobiliser ses militants et sympathisants, le parti organise avec ses partenaires de la BAP des universités décentralisées en région et une primaire, les 22 et 29 janvier 2017.

Tout au long de ces trois ans, le parti soutient le gouvernement pour doter la France des outils et législations nécessaires pour faire face à la menace terroriste dans le respect de l'État de droit. Un rapport intitulé « *Terrorismes, organisation État*

islamique» est présenté au Bureau national du 9 novembre 2015, quelques jours avant les attentats.

Sur un plan programmatique, le pôle international est la cheville ouvrière de l'organisation et de la rédaction de la déclaration finale, en 21 points, de la conférence «*Progressistes pour le climat*», aux côtés du Parti socialiste européen (PSE), du groupe S&D au Parlement européen et des fondations Jean-Jaurès et FEPS.

2017 : LA DOUBLE DÉFAITE ÉLECTORALE ET SES CONSÉQUENCES

Le parti prend une part active à l'organisation des primaires citoyennes, sous la houlette de Christophe Borgel et de la haute autorité chargée de veiller au bon déroulement du scrutin. Avec plus d'1,6 million d'électeurs au premier tour et plus de deux millions au second tour, les primaires citoyennes sont un succès et propulsent Benoit Hamon comme candidat des socialistes. Fort de cette assise populaire, il a l'obligation de rassembler son camp, à l'heure où Marine Le Pen et François Fillon surfent sur une vague populiste et radicale qui secoue le monde occidental, de Washington à l'Oural.

Le parti se met au service du candidat. Il participe activement au déploiement d'argumentaires, d'éléments de riposte et de communication. Il prend en charge la campagne courrier du candidat, multiplie les moyens d'expression et contribue au rassemblement des militants en mobilisant sections et fédérations. Au soir du premier tour, Benoit Hamon réalise le score de 6,36%. La suite est connue. Emmanuel Macron est élu, au soir du 6 mai, face à Marine Le Pen. Les législatives approchent, le parti se met à nouveau au service des candidats, notamment avec la rédaction d'une plate-forme programmatique élaborée avec toutes les motions. Au soir du deuxième tour, le groupe socialiste compte 30 députés. C'est une double défaite historique, la plus lourde pour le Parti socialiste depuis le congrès fondateur d'Épinay en 1971. Face à cette situation, la gauche doit tout changer, la forme comme le fond, ses idées comme ses organisations. Pour le parti, c'est le temps, nécessaire, de la refondation.

LE TEMPS DE LA REFONDATION

Au lendemain des législatives, Jean-Christophe Cambadélis cède sa place à une direction collégiale provisoire (DCP puis DC), composée de 28 membres, qui se fixe pour mission de définir une feuille de route de la refondation. Il revient à Rachid Temal d'en assurer la coordination nationale.

Dès le mois de juillet, la modification des modalités d'organisation du prochain congrès est abordée par la direction collégiale ; elle sera engagée par le vote militant du 18 septembre, adoptée en conseil national le 9 décembre, confirmée par le vote du 18 janvier puis entérinée, deux jours plus tard, par la convention statutaire et le conseil national. Ce processus vers le congrès est marqué par l'organisation de débats dans les fédérations et les sections, une plate-forme participative est lancée qui verra plus de 250 contributions en moins d'un mois et sous la direction d'Isabelle This Saint-Jean, 8 entretiens de la refondation permettent de faire dialoguer des représentants du monde universitaire et de la société civile sur des grands sujets d'actualité (transition écologique, égalité femmes-hommes...).

Les conséquences financières de la double défaite électorale frappent immédiatement le parti et les fédérations. Avec une diminution de 100 millions d'euros sur 5 ans, la DC est contrainte d'engager un plan de sauvegarde de l'emploi et la vente de son siège, rue de Solferino. Rachid Temal et Jean-François Debat, le trésorier, assurent sa mise en œuvre.

Pendant cette période, l'activité du parti ne faiblit pas pour dé-

noncer les mesures prises pendant l'été et à l'automne par le gouvernement Macron-Philippe : mobilisation contre l'abrogation de la semaine de 4,5 jours à l'école, contre la suppression des contrats aidés, contre la baisse des dotations aux collectivités et contre les ordonnances de la loi travail qui marquent une régression sociale. Le parti soutient et participe à la manifestation syndicale unitaire du 15 septembre. Les élections sénatoriales de septembre déjouent les pronostics, le groupe socialiste et républicain, avec 78 élus, fait mieux que résister. Le parti s'oppose mais il propose à chaque fois d'autres mesures pour marquer le fait qu'une autre politique est possible (PLF 2017, PLFSS 2017...).

Alors que l'onde de choc de l'affaire Weinstein ébranle les États-Unis, puis l'Europe, à l'initiative de Rachid Temal, le parti confie, dès le mois d'octobre, à Nadège Azazz, membre de la DC, et à Rita Maalouf, secrétaire nationale aux Droits des femmes, l'animation d'un groupe de travail au sujet des violences sexuelles et sexistes, dans la société mais aussi au sein même du parti. Une résolution est adoptée à l'unanimité au Bureau national du 28 novembre, qui rappelle que le Parti socialiste est féministe et qu'à ce titre, il appliquera une tolérance zéro face aux violences sexistes et sexuelles. Des propositions concrètes sont annoncées qui sont mises en œuvre à partir de la fin de l'année 2017 : constitution d'un groupe de travail pour atteindre l'égalité réelle au sein du parti, formation des cadres et militants à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, mise en place d'un dispositif d'écoute en interne au niveau local appuyé par une cellule d'écoute externe au niveau national...

À partir du mois d'octobre, Guillaume Bachelay et Isabelle This Saint-Jean sont chargés de travailler à «*l'expression*» du parti : plusieurs tracts sont publiés (PLF 2017, PLFSS 2017, Santé...), le compte Twitter est dynamisé (cap des 200 000 abonnés franchis, meilleur taux d'impact des tweets...).

Face à l'offensive que prépare le gouvernement au sujet des migrants, le Parti socialiste réagit rapidement. Dès le 10 décembre 2017, en appui aux associations sur le terrain, il s'oppose à la circulaire Collomb qui sera publiée deux jours plus tard, qui prévoit de trier les sans-abris dans les centres d'hébergement selon leur statut administratif. C'est une remise en cause inacceptable de l'inconditionnalité de l'accueil et des droits fondamentaux des personnes. Cet engagement du parti est confirmé à l'occasion du Bureau national du 10 janvier qui auditionne le directeur général de la Fnars, et lors d'un entretien de Solferino quelques jours plus tard. En février 2018, dès connaissance de l'avant-projet de loi Collomb sur l'asile et l'immigration, le parti fait part de son opposition à un texte déséquilibré, coercitif, qui menace le droit d'asile et ne répond pas aux défis de l'accueil dans un monde marqué par un accroissement des migrations subies. Au Sénat, le groupe SRC décide de déposer un recours contre la loi Warsmann qui pourrait conduire en rétention des personnes dites «*dublinées*» alors qu'elles sont en situation régulière.

Fin février, le gouvernement décide de passer en force pour réformer la SNCF : le parti s'oppose au recours aux ordonnances qui privent nos concitoyens d'un véritable temps de débat démocratique et aux mesures libérales du gouvernement qui ne permettent pas d'inventer le chemin de fer à l'heure de l'Accord de Paris, de la logistique urbaine, des nouvelles mobilités et de la lutte contre les inégalités territoriales. Les responsables du parti annoncent leur participation à la manifestation du 22 mars.

Et maintenant ? Le travail accompli par la DC doit être poursuivi et de nouveaux défis relevés : apprécier des voix différentes, respecter la parole des militants. Telle doit être notre ligne de conduite de ces prochaines années, pour faire primer l'esprit de cohésion sur nos divisions passées. Il s'agit de se réinventer en s'appuyant sur les territoires, en rénovant nos pratiques, en promouvant de nouveaux visages. Ce travail de fond sera l'une des missions de notre futur Premier secrétaire.



78^e CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

718 AVRIL 2018 AUBERVILLIERS



VOTE SUR LES TEXTES D'ORIENTATION ET LES RAPPORTS D'ACTIVITÉ

JEUDI 15 MARS 2018

» VOTE SUR LES TEXTES D'ORIENTATION

- Texte d'orientation 1**
▶ UN PROGRÈS PARTAGÉ POUR FAIRE GAGNER LA GAUCHE
Premier signataire : Luc CARVOUNAS

- Texte d'orientation 2**
▶ CHER.E.S CAMARADES
Premier signataire : Stéphane LE FOLL

- Texte d'orientation 3**
▶ SOCIALISTES, LE CHEMIN DE LA RENAISSANCE
Premier signataire : Olivier FAURE

- Texte d'orientation 4**
▶ L'UNION ET L'ESPOIR
Premier signataire : Emmanuel MAUREL

» VOTE SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ NATIONAL

- POUR** **CONTRE** **ABSTENTION**

» VOTE SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ FÉDÉRAL

- POUR** **CONTRE** **ABSTENTION**